

Yaoundé, Cameroun, 14 décembre (Infosplusgabon) – Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a décidé de l'arrêt des poursuites pendantes devant les tribunaux militaires contre 289 personnes arrêtées pour des délits commis dans le cadre de la crise des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, selon un communiqué publié ce jeudi par le secrétaire général de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh.

Les termes du communiqué informent que "deux cent quatre-vingt-neuf personnes sont concernées par cette décision qui sera mise en œuvre à la diligence du ministre délégué à la Présidence chargé de la Justice".

"Intervenant au lendemain de la création du Comité national de désarmement, démobilisation et de réintégration (CNDDR), cette décision du chef de l'Etat procède de sa volonté de permettre à ceux de nos jeunes compatriotes de ces deux régions désireux de renoncer à la violence et de revenir dans le droit chemin, de pouvoir de nouveau participer à la grande œuvre de construction nationale", a-t-il ajouté.

"Le Président Biya réaffirme sa détermination à poursuivre sans relâche ses efforts dans la recherche des voies et moyens d'une résolution pacifique de la crise qui affecte ces régions de

notre pays, en vue de la normalisation souhaitée par l'immense majorité du peuple camerounais", conclut le communiqué.

A noter que les personnes concernées par cette décision sont celles arrêtées au lendemain de la crise dans les régions anglophones du Cameroun, à l'origine de la sécession réclamée par certains citoyens anglophones.

Cette volonté de sécession est la conséquence de la crise anglophone qui a vu le jour en novembre 2016, lorsque des Camerounais des zones occidentales d'expression anglophone sont descendus dans la rue pour décrier la marginalisation dont ils seraient victimes de la part du régime de Yaoundé.

Et deux ans après, les régions concernées vivent au rythme des villes mortes, des enlèvements, des attentats, des répressions, des massacres, tant du côté des forces de défense que des civils.

Selon Amnesty International, cette crise a déjà fait plus de 85 morts au sein de la force publique, plus de 600 civils tués et près de 160 000 personnes déplacées qui fuient les affrontements meurtriers.

FIN/INFOSPLUSGABON/OLL/2018

© Copyright Infosplusgabon